



Assemblée générale

Distr. générale
4 janvier 2006
Français
Original: anglais

Soixantième session

Point 144 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget		15
A. Ressources financières		15
B. Autres recettes et ajustements		16
C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		16
IV. Analyse des écarts	7–18	17
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	19	19



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (civile opérationnelle, militaire, police civile et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	3 931,0	3 887,7	43,3	1,1
Personnel civil	16 321,9	16 653,1	(331,2)	(2,0)
Dépenses opérationnelles	11 672,8	10 529,8	1 143,0	9,8
Montant brut	31 925,7	31 070,6	855,1	2,7
Recettes provenant des contributions du personnel	2 124,2	2 161,6	(37,4)	(1,8)
Montant net	29 801,5	28 909,0	892,5	3,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	31 925,7	31 070,6	855,1	2,7

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes	Taux de
		effectivement pourvus (moyenne)	vacance (pourcentage)
Observateurs militaires	135	118	13
Police civile	18	9	48
Personnel recruté sur le plan international	119	99	17
Personnel recruté sur le plan national	185	182	2

^a Effectif autorisé le plus élevé.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le montant brut du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005, qui a été présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 18 décembre 2003 (A/58/640), s'élevait à 32 351 000 dollars (montant net : 30 157 100 dollars). Ce montant devait permettre de financer les dépenses afférentes à 135 postes d'observateur militaire, 18 postes de membre de la police civile, 114 postes de membre du personnel international et 209 postes d'agent recruté sur le plan national. Au paragraphe 39 de son rapport daté du 8 avril 2004 (A/58/759/Add.1), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le montant brut de 31 925 700 dollars prévu pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

2. Par sa résolution 58/303 du 18 juin 2004, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 31 925 700 dollars (montant net : 29 801 500 dollars) au titre du fonctionnement de la MONUG pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MONUG dans sa résolution 937 (1994). Le mandat de la Mission pour la période considérée est défini dans ses résolutions 1524 (2004), 1554 (2004) et 1582 (2005).

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général qui est de veiller à ce que les parties appliquent l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces de 1994 et de favoriser un règlement politique d'ensemble du conflit géorgien-abkhaze.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (civile opérationnelle, militaire, police civile et appui).

6. Le présent rapport évalue les résultats sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget de 2004/05. Il met en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : composante civile opérationnelle

Réalisation escomptée 1.1 : progrès sur la voie d'un règlement politique du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
<p>1.1.1 Participation des 2 parties à des réunions périodiques sur les garanties de sécurité, le retour des déplacés et des réfugiés et les projets économiques</p> <p>1.1.2 Participation des 2 parties à des réunions périodiques sur les questions politiques</p> <p>1.1.3 Signature par les parties de 3 accords sur les garanties de sécurité, le retour des déplacés et des réfugiés et les projets économiques</p>	<p>Les 2 parties ont participé aux réunions suivantes :</p> <p>1 réunion sur les garanties de sécurité, en particulier sur l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces signé à Moscou en 1994 et sur les engagements ultérieurs pris en matière de sécurité</p> <p>2 réunions dans le cadre du Groupe de travail de Sochi sur le retour des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des réfugiés</p> <p>1 réunion dans le cadre du Groupe de travail de Sochi sur la remise en état du réseau ferroviaire</p> <p>Il n'y a pas eu de réunion, l'une des parties refusant d'y participer</p> <p>Le résultat n'a pas été atteint. Les 3 parties ont signé un protocole sur les mesures visant à renforcer l'application de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces signé à Moscou et des engagements ultérieurs pris en matière de sécurité. À la suite, d'une part, de l'incident maritime de juillet 2004 (on a ouvert le feu sur un cargo naviguant dans la zone côtière proche de Soukhoumi) et, d'autre part, de la situation interne, les pourparlers de paix entre la Géorgie et l'Abkhazie menés sous l'égide des Nations Unies ont été temporairement suspendus. Aucun autre accord n'a donc été signé au cours de l'exercice</p>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présidence de 4 réunions de haut niveau du Groupe des amis de la Géorgie avec les parties au conflit (3 à Genève et 1 à New York)	2	<p>2 réunions du Groupe des amis de la Géorgie, dont l'une avec la participation des parties, à Genève</p> <p>Le nombre de réunions de haut niveau effectivement tenues est lié à l'accord du Groupe des amis. Le nombre de réunions prévu représente le nombre maximum de réunions escompté</p>

Consultations bimestrielles avec le Groupe des amis de la Géorgie concernant les préparatifs et le suivi des activités relatives au processus de paix mené sous l'égide des Nations Unies, en particulier les réunions de haut niveau qui se tiendront dans les capitales des États Membres constituant le Groupe des amis de la Géorgie, à Tbilissi et à New York	15	Le nombre de réunions tenues a été plus élevé que prévu compte tenu de la complexité de la situation politique en Abkhazie pendant les élections (d'octobre 2004 à janvier 2005)
Consultations mensuelles avec les organisations et organismes internationaux actifs en Géorgie, au sujet des projets et initiatives devant favoriser le processus de paix mené sous l'égide des Nations Unies	Oui	
Présidence de 3 réunions de chacune des 3 équipes spéciales chargées respectivement des questions politiques et de la sécurité, des questions politiques relatives aux réfugiés et aux déplacés, et des projets économiques	3	Réunions de l'équipe spéciale chargée des questions politiques et de la sécurité La Fédération de Russie a présidé les réunions des équipes spéciales consacrées aux réfugiés et aux déplacés et à la remise en état du chemin de fer Sotchi-Tbilissi
1 réunion sur les mesures propres à renforcer la confiance, avec la participation des parties, du Groupe des amis de la Géorgie, d'autres organisations internationales et de représentants de la société civile	Non	La Représentante spéciale du Secrétaire général et le Groupe des amis de la Géorgie ont continué de consulter les parties sur l'organisation d'une conférence sur les mesures de confiance, que l'Allemagne a proposé d'accueillir
Présidence de 3 réunions du Conseil de coordination et de ses 3 groupes de travail, chargés des aspects techniques de la sécurité, des questions relatives aux déplacés et aux réfugiés et des questions socioéconomiques	Non	Il n'y a pas eu de réunion, l'une des parties refusant d'y participer
4 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	4	
4 rapports analytiques sur les principaux problèmes de fond et les grandes questions politiques, visant à faire connaître aux parties les pratiques optimales et les enseignements tirés des processus de paix menés sous l'égide de l'ONU dans d'autres zones de conflit	Non	Aucun rapport analytique n'a été établi car il n'y a pas eu de mission conjointe géorgienne-abkhaze dans les zones de conflit du fait de la suspension temporaire des pourparlers de paix entre la Géorgie et l'Abkhazie menés sous l'égide des Nations Unies

6 séances d'information (avec présentations spéciales et tables rondes) organisées en vue de créer un climat de confiance et de compréhension entre les représentants des divers secteurs de la société des deux côtés	6	2 séminaires géorgiens-abkhazes à l'intention des médias 2 tables rondes 2 spectacles musicaux
--	---	--

Réalisation escomptée 1.2 : augmentation du nombre de réfugiés et de déplacés revenus dans le district de Gali		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.2.1 Retour de 4 000 déplacés et réfugiés dans le district de Gali (au début de 2003, il y avait eu entre 35 000 et 40 000 retours)	Ce résultat a été atteint. Selon les estimations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au milieu de l'année 2005, on comptait environ 7 000 retours supplémentaires dans le district de Gali, ce qui portait le nombre total de retours à environ 43 000	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mobilisation, auprès des pays donateurs et des organisations internationales, de ressources pour le financement du relèvement des zones de retour, moyennant des contacts bilatéraux et des activités visant à faire connaître les besoins sur le terrain	Oui	Au cours de la période considérée, la Mission a obtenu des pays donateurs des contributions financières d'un montant de 307 076 dollars pour des projets à effet rapide
Mises à jour bimestrielles de la situation dans les villages, avec indication des changements dans l'évolution des retours	26	Les patrouilles de la Mission ont mis à jour la situation dans les villages toutes les deux semaines

Réalisation escomptée 1.3 : plus grand respect des droits de l'homme partout en Abkhazie, en particulier dans le district de Gali		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.3.1 Augmentation du nombre de plaintes relatives aux droits de l'homme auxquelles les autorités locales donnent suite (le nombre d'affaires réglées de façon satisfaisante passant de 30 en 2002/03 à 35 en 2004/05)	Le résultat a été atteint. Le nombre de plaintes relatives aux droits de l'homme auxquelles les autorités locales ont donné suite à Soukhoumi est passé de 30 en 2002/03, à 40 en 2003/04 et à 81 en 2004/05. Treize de ces affaires ont été réglées de façon satisfaisante En outre, dans le district de Gali, les autorités ont donné suite à 58 affaires individuelles, dont 34 ont été réglées de façon satisfaisante	

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Aide ou conseils à 260 personnes, dont des rapatriés, concernant les recours juridiques à introduire pour régler leurs problèmes	260	<p>Des conseils ont été régulièrement prodigués à 81 personnes dans le bureau de la ville de Soukhoumi</p> <p>19 personnes ont été conseillées, une seule fois, dans le bureau de la ville de Soukhoumi</p> <p>Il a été donné suite à 90 affaires dans le district de Gali</p> <p>Au moins 100 personnes ont reçu des conseils, sans que cela soit documenté (60 à Soukhoumi, Dandra, Gagra et Otchamtchira et 40 à Gali)</p>
Appui à 7 projets sur des questions relatives aux droits de l'homme mis en oeuvre au niveau des collectivités (mobilisation de ressources, participation, suivi)	18	<p>4 projets Aider les communautés tous ensemble/Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</p> <p>7 projets bénéficiant de l'appui du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse</p> <p>7 projets bénéficiant de l'appui de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe</p>
Appui à 15 programmes de sensibilisation aux droits de l'homme, au moyen de brochures, d'émissions de télévision et de tables rondes (mobilisation de ressources, participation, suivi)	36	<p>3 tables rondes</p> <p>4 articles</p> <p>5 émissions</p> <p>5 bulletins sur les droits de l'homme</p> <p>16 centres de bibliothèque en réseau</p> <p>1 concours de chant et de sketch organisé à l'intention de plusieurs écoles dans le bas Gali</p> <p>1 concours de dessin</p> <p>1 calendrier des droits de l'homme pour les écoles</p>
Appui à 3 stages de formation sur les droits de l'homme organisés à l'intention de 40 agents de la force publique (mobilisation de ressources, participation, suivi)	3	<p>1 stage de formation sur les droits de l'homme comportant 29 sessions, organisé à l'intention de 40 jeunes stagiaires de l'école de police de Soukhoumi</p>

		2 stages de formation sur les droits de l'homme comportant 29 séances, organisés à l'intention de 50 officiers de police géorgiens
--	--	--

Composante 2 : composante militaire

Réalisation escomptée 2.1 : respect de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces (Accord de Moscou)		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
2.1.1 Réduction de 50 % des violations de l'Accord de cessez-le-feu (4 violations en 2002/03)	9 violations. Au cours de l'exercice 2004/05, la partie abkhaze a conduit d'importantes manœuvres avec utilisation d'armes lourdes dans la zone d'armements limités. En outre, ces manœuvres ont eu pour effet de restreindre la liberté de mouvement des observateurs militaires des Nations Unies chargés de contrôler l'application de l'Accord de cessez-le-feu	
2.1.2 Accord des parties concernant la création d'un mécanisme de renforcement de la confiance visant à apaiser les tensions dans la vallée de la Kodori	Ce résultat a été atteint. Les parties ont signé un protocole d'accord sur les mesures visant à renforcer l'application de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces signé à Moscou et des engagements ultérieurs pris en matière de sécurité, y compris la reprise des patrouilles dans la vallée de la Kodori	
2.1.3 Aucune arme lourde introduite dans la vallée de la Kodori	Aucune violation n'a été constatée dans la basse vallée. Pour des raisons de sécurité, les patrouilles ont été suspendues à compter de juin 2003 dans la haute vallée	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions quadripartites hebdomadaires avec les deux parties, au niveau des agents de liaison	34	Les réunions ont été annulées entre le 29 juillet et le 16 décembre 2004 du fait de la non-participation de l'une des parties
Réunions quotidiennes dans les secteurs et au quartier général, au niveau des agents de liaison	Oui	Le résultat a été atteint
13 104 jours de patrouille mobile d'observateurs militaires à Gali et Zougidi (63 patrouilles par semaine en moyenne (9 patrouilles par jour, 7 jours par semaine), pendant 52 semaines), à raison de 4 observateurs militaires par patrouille	7 488	La situation en matière de sécurité dans les secteurs de Gali et Zougidi étant considérée comme généralement calme, le nombre de patrouilles d'observateurs militaires a été réduit (à Gali : 30 patrouilles par semaine, pendant 52 semaines, à raison de 4 personnes

1 560 jours de patrouille mobile d'observateurs militaires dans la vallée de la Kodori (1 patrouille par jour, 6 jours par semaine, pendant 52 semaines, à raison de 5 personnes par patrouille en moyenne)	45	<p>par patrouille en moyenne; à Zougdidi : 6 patrouilles par semaine, pendant 52 semaines, à raison de 4 personnes par patrouille)</p> <p>9 patrouilles à raison de 5 personnes par patrouille en moyenne dans la basse vallée</p> <p>Diminution du nombre de patrouilles à la suite des restrictions apportées en matière de sécurité</p> <p>La suspension des patrouilles dans la haute vallée a été maintenue</p>
231 jours de patrouille aux fins d'enquêtes conjointes (52 patrouilles, à raison de 3 observateurs militaires par patrouille, plus 25 patrouilles pour des enquêtes spéciales)	468	<p>Augmentation du nombre de patrouilles à la suite de l'augmentation du nombre d'affaires (politiques ou pénales) ayant donné lieu à une enquête et du nombre de témoins impliqués. 14 affaires ont fait l'objet d'une enquête au cours de la période considérée</p>
3 000 jours de patrouille de liaison (observateurs militaires) à Zougdidi, Gali, Soukhoumi et Tbilissi (1 patrouille par jour à chaque endroit, à raison de 2 observateurs militaires par patrouille, plus environ 40 patrouilles spéciales)	3 328	<p>2 personnes par jour par endroit (4 endroits) et 408 patrouilles spéciales</p>
500 heures de patrouille aérienne à Gali et à Zougdidi (5 heures par semaine dans chaque secteur, soit 10 heures par semaine et environ 500 heures pour une période comprise entre 48 et 52 semaines)	Non	<p>Pour des raisons de sécurité, aucune patrouille aérienne n'a été effectuée</p>
120 heures de patrouille aérienne dans la vallée de la Kodori	Non	<p>Pour des raisons de sécurité, aucune patrouille aérienne n'a été effectuée</p>
Enquêtes sur toutes les violations de l'Accord de Moscou	Oui	<p>9 violations</p>

Composante 3 : police civile

Réalisation escomptée 3.1 : renforcement de l'ordre public dans les districts de Gali et de Zougdidi		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
<p>3.1.1 Recrutement de 10 agents locaux d'origine géorgienne par les forces de l'ordre du district de Gali (notamment aux échelons supérieurs). En décembre 2003, les forces de l'ordre comptaient 4 agents locaux d'origine géorgienne</p> <p>3.1.2 Augmentation du nombre de demandes d'assistance adressées par la population locale aux forces de l'ordre du district de Zougdidi (de 300 en 2002/03 à 450 en 2004/05); augmentation du nombre de demandes d'assistance adressées par la population locale aux forces de l'ordre du district de Gali (de 100 en 2002/03 à 200 en 2004/05)</p> <p>3.1.3 Assentiment des parties concernant l'extension de la compétence territoriale du Groupe mixte d'enquête et de ses compétences en matière pénale</p>	<p>Le résultat n'a pas été atteint. Les forces de l'ordre du district de Gali n'étaient pas disposées à recruter des agents locaux d'origine géorgienne</p> <p>On ne dispose pas de données statistiques provenant des autorités locales. Selon les résultats d'une enquête menée auprès du public dans le secteur de Zougdidi, les résultats obtenus par les forces de l'ordre seraient meilleurs que prévus. La police de la MONUG n'opère pas encore à Gali et n'a pas eu accès aux données des forces de l'ordre du district</p> <p>Les parties n'ont pas abordé cette question</p>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Mobilisation, auprès de pays donateurs et d'organisations internationales, de ressources pour le financement du développement (matériel et installations) des services locaux chargés du maintien de l'ordre, et de la formation de leurs agents grâce à des contacts bilatéraux réguliers et des activités d'information sur les besoins sur le terrain</p>	Oui	<p>Les ressources ci-après ont été mobilisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Don de 101 000 dollars de l'Allemagne; – Don de 45 000 dollars de la Suisse; – Don de 40 000 euros de l'Italie; – Reconstruction des commissariats de police à Lia, financée par l'Union européenne; – Formation de 2 experts dans le domaine des droits de l'homme assurée par la Norvège

Formation de 60 policiers à l'École de police du Kosovo	Non	Les dispositions qui avaient été prises avec l'École de police du Kosovo ont été annulées par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Un accord a été conclu avec l'École de police estonienne. La formation des policiers démarrera en 2006
Préparation, organisation et suivi de réunions hebdomadaires avec le Groupe mixte d'enquête et de réunions quadripartites hebdomadaires, avec la participation des services locaux chargés du maintien de l'ordre, des responsables des districts et de la force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants	34	Les réunions tenues ont été moins nombreuses à la suite de la suspension de tout contact entre les parties d'août à décembre 2004
11 680 jours de patrouille mobile de la police civile dans les secteurs de Gali et de Zougidi (4 patrouilles par jour, 2 par secteur, pendant 365 jours, à raison de 2 policiers par patrouille) afin d'évaluer les conditions de sécurité et de donner des conseils aux responsables locaux du maintien de l'ordre	2 200	Les patrouilles n'ont été effectuées que dans le secteur de Zougidi (2 à 3 patrouilles par jour, pendant 365 jours, à raison de 2 policiers par patrouille). Les autorités locales ne sont toujours pas disposées à autoriser le déploiement de conseillers de police de la MONUG dans le secteur de Gali
Réunions hebdomadaires, au niveau du commandement, avec les services locaux chargés du maintien de l'ordre	52	
Organisation ou aide à l'organisation de 6 séances d'information (tables rondes ou journées portes ouvertes) en vue de mieux faire connaître le rôle de la police dans la société et contribuer à ce que la population locale fasse davantage confiance aux forces de l'ordre	10	Outre les manifestations prévues, les manifestations suivantes ont été organisées : 3 séminaires sur la prévention de la délinquance et sur les activités de police au niveau des collectivités; 1 semaine de prévention de la délinquance organisée par la police régionale sur le thème « Un avenir sans drogue » avec le concours de la MONUG

Composante 4 : appui

Réalisation escomptée 4.1 : soutien logistique et appui administratif efficaces et efficients		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
4.1.1 Réduction du pourcentage de la valeur totale des stocks en attente de passage par pertes et profits et de cession, de 5,1 % au 30 juin 2003 à 0 % au 30 juin 2005	Au 30 juin 2005, la valeur totale des stocks en attente de passage par pertes et profits et de cession représentait 1,4 % de la valeur totale des stocks. Ce solde correspondait pour l'essentiel à des véhicules automobiles totalement amortis dont la vente s'est achevée en août 2005	
4.1.2 Augmentation du pourcentage de véhicules disponibles, de 90 % en 2002/03 à 98 % en 2004/05	Au 30 juin 2005, le pourcentage de véhicules disponibles atteignait 96 %, l'objectif de 98 % n'a pu être atteint à la suite de 4 accidents majeurs qui se sont traduits par des passages par pertes et profits non prévus	
4.1.3 Augmentation de 400 % du débit de la connexion informatique du bureau de liaison de Tbilissi (de 512 kilo-octets en 2003/04 à 2 méga-octets en 2004/05)	Résultat atteint	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Installation de Galileo (système de gestion des stocks et des achats) et formation de 35 agents de la Mission à son utilisation	Oui	
Remplacement de 6 blindés lourds présentant des problèmes chroniques par des véhicules plus fiables	Oui	
Installation d'une liaison E1 au bureau de liaison de Tbilissi (2 méga-octets en 2004/05, contre 512 kilo-octets en 2003/04)	Oui	
Simplification des structures de gestion grâce au regroupement de 5 sections (transports, génie, régulation des mouvements, informatique et opérations aériennes), qui seront placées sous la direction du chef des Services techniques	Non	Le poste de chef des Services techniques proposé n'a pas été approuvé

Relève de 115 observateurs militaires et de 16 membres de la police civile	119	Nombre plus élevé d'observateurs militaires
	8	Compte tenu d'un taux de vacance de postes plus élevé (48%, contre 10 % prévu dans le budget), le nombre de membres de la police civile relevés a été inférieur au nombre prévu
Administration des contrats de 102 agents recrutés sur le plan international et de 199 agents recrutés dans le pays	99	Compte tenu du taux de vacance de postes plus élevé des agents recrutés sur le plan international (17 %, contre 10 % prévu dans le budget), le nombre de ces agents a été inférieur au nombre prévu
	182	Le nombre d'agents recrutés sur le plan national a été inférieur au nombre prévu, tous les postes proposés n'ayant pas été approuvés
Réparation de 8 ponts et de 68 kilomètres de routes pour faciliter les patrouilles des observateurs militaires	8	Ponts
	68	Kilomètres de routes
Entretien de 128 véhicules légers et de 52 véhicules lourds spéciaux	128	Véhicules légers
	52	Véhicules lourds spéciaux
Transport aérien de 8 000 passagers et de 70 000 tonnes de marchandises	6 460	Passagers
	120	Tonnes de marchandises
		De mauvaises conditions météorologiques ont entraîné l'annulation de 76 vols. En outre 1 avion cargo-passagers a été remplacé par 1 avion passagers
		Le chiffre estimatif de 70 000 tonnes de marchandises était une erreur
Appui au fonctionnement de 10 centraux téléphoniques servant à 450 utilisateurs	10	Centraux téléphoniques
	450	Utilisateurs
Appui à l'utilisation, l'entretien et la réparation de 307 ordinateurs de bureau, 98 ordinateurs portables et 31 serveurs à 4 endroits	307	Ordinateurs de bureau
	98	Ordinateurs portables
	31	Serveurs
Appui au fonctionnement d'un réseau longue portée servant à 450 utilisateurs	Oui	

Appui au fonctionnement de 5 logiciels de gestion essentiels : PAS électronique, eMaRS (gestion du recrutement), ADS (gestion de l'information), réseau de sauvegarde et de stockage, et système de sécurité des données	5	Logiciels de gestion
--	---	----------------------

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	3 378,7	3 555,6	(176,9)	(5,2)
Contingents	64,3	64,3	–	–
Police civile	448,0	267,8	220,2	45,1
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	3 931,0	3 887,7	43,3	1,1
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	14 089,7	14 085,3	4,4	–
Personnel recruté sur le plan national	2 232,2	2 567,8	(335,6)	(15,0)
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Total partiel	16 321,9	16 653,1	(331,2)	(2,0)
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	157,4	38,1	119,3	75,8
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	–	–	–	–
Voyages	690,5	587,0	103,5	15,0
Installations et infrastructures	2 209,8	2 138,7	71,1	3,2
Transports terrestres	2 619,0	1 796,4	822,6	31,4
Transports aériens	2 588,8	2 801,2	(212,4)	(8,2)
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	1 673,9	1 480,5	193,4	11,6
Informatique	915,2	935,8	(20,6)	(2,3)
Services médicaux	39,3	52,9	(13,6)	(34,6)
Matériel spécial	14,7	10,8	3,9	26,5
Fournitures, services et matériel divers	764,2	688,4	75,8	9,9
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	11 672,8	10 529,8	1 143,0	9,8
Total brut	31 925,7	31 070,6	855,1	2,7
Recettes provenant des contributions du personnel	2 124,2	2 161,6	(37,4)	(1,8)
Total net	29 801,5	28 909,0	892,5	3,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	31 925,7	31 070,6	855,1	2,7

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	112,7
Recettes diverses ou accessoires	145,2
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(2,2)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	744,1
Total	999,8

C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	64,3
Total partiel	64,3
Soutien logistique autonome	
<i>Services médicaux</i>	
Services médicaux	27,5
Total partiel	27,5
Total	91,8

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	0,7	–	1 ^{er} janvier 2000
Usage opérationnel intensif	0,8	–	1 ^{er} janvier 2000
Acte d'hostilité ou abandon forcé	1,0	–	1 ^{er} janvier 2000
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,5		

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(176,9)	(5,2 %)

7. Le dépassement s'explique principalement par deux facteurs : le taux de vacance de postes moins élevé que prévu dans le budget (13 % contre 15 %) et le coût plus élevé des voyages liés à la relève. Le coût effectif des voyages a été de 3 740 dollars, contre un coût prévu de 3 050 dollars.

	<i>Écart</i>	
Police civile	220,2	45,1 %

8. L'économie réalisée résulte principalement d'un taux de vacance de 48 % au cours de la période alors que le taux prévu dans le budget était de 10 %. Face à l'opposition des deux parties, la Mission n'a pu déployer de police civile dans le secteur de Gali.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(335,6)	(15 %)

9. Le dépassement s'explique principalement par l'emploi d'un personnel de classe plus élevée que prévu. La rémunération moyenne retenue dans le budget était celle de l'échelon V de la classe G-3 (agents des services généraux) alors que la rémunération effective a été celle de l'échelon III de la classe G-4.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	119,3	75,8 %

10. Des dispositions ont été prises pour le déploiement d'un conseiller principal aux affaires politiques (consultant) chargé de créer une équipe spéciale sur le retour des personnes déplacées, en application de la résolution 1494 (2003) du Conseil de sécurité. Toutefois, en l'absence d'un accord officiel des parties abkhaze et géorgienne sur la signature et l'application de la lettre d'intention élaborée par la MONUG et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et approuvée par le Groupe d'Amis réunis à Genève en février 2004, l'équipe spéciale sur le retour des déplacés et des réfugiés n'a pas été créée. Le conseiller principal aux affaires politiques (consultant) n'a donc pas été mis en place.

	<i>Écart</i>	
Voyages	103,5	15 %

11. Les économies réalisées résultent principalement de la diminution du nombre des voyages de fonctionnaires du Siège se rendant à la Mission et de la mise à

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

disposition de résidences d'accueil dans tous les secteurs de la Mission, à l'exception de Tbilissi.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	822,6	31,4 %

12. L'économie réalisée est principalement imputable à l'achat de six véhicules blindés à un coût inférieur au coût budgétisé à la suite d'une modification des spécifications et de la décision prise après réévaluation du risque d'explosion des mines terrestres de ne pas acheter 132 pneus pouvant rouler à plat pour 25 véhicules à Nyala.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	(212,4)	(8,2 %)

13. L'augmentation des ressources nécessaires est imputable à la location et à l'exploitation d'un avion (dépenses de peinture/préparation et de déploiement/retrait non prévues au budget) ainsi qu'aux coûts plus élevés entraînés par le nouveau contrat.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	193,4	11,6 %

14. La diminution des ressources nécessaires s'explique par l'achat de pièces de rechange moins nombreuses du fait de la réduction du nombre de cas de mauvais fonctionnement du matériel de transmission.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(20,6)	(2,3 %)

15. L'augmentation des ressources nécessaires est imputable à l'achat de logiciels d'ingénierie qui n'avait pas été prévu au budget. La MONUG avait immédiatement besoin de ces logiciels pour ses opérations car les logiciels achetés précédemment n'étaient pas compatibles avec les systèmes des ordinateurs.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	(13,6)	(34,6 %)

16. L'augmentation des ressources nécessaires est imputable aux dépenses liées à l'évacuation sanitaire d'un observateur militaire et de deux membres de la police civile, qui ont été supérieures au montant prévu.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	3,9	26,5 %

17. L'économie réalisée est due à la non-acquisition de deux lunettes de vision nocturne, le stock étant suffisant.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	75,8	9,9 %

18. Les ressources nécessaires ont diminué car le coût de l'assurance contre les actes de violence a été imputé à la rubrique « dépenses communes de personnel ».

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

19. Les mesures que l'Assemblée générale devra prendre au sujet du financement de la MONUG sont les suivantes :

a) Décider que les États Membres renonceront à toucher leurs parts respectives du montant correspondant aux autres recettes et ajustements relatifs à la période prenant fin le 30 juin 2005, qui s'élève à 999 800 dollars, et leurs parts respectives d'un montant de 206 500 dollars du solde inutilisé de la période prenant fin le 30 juin 2005, soit un montant de 855 100 dollars, lequel servira à financer les engagements présents et futurs de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service;

b) Décider de l'affectation de la fraction restante du solde, soit 648 600 dollars, relatif à l'exercice prenant fin le 30 juin 2005.